

Atelier du 6/6/18 – Intervention de François Xavier Oliveau

Ci-joint, un extrait des slides projetés durant son intervention.
Ci-dessous les éléments qui vont nourrir nos débats.

À propos de François Xavier Oliveau

Ancien dirigeant de startup et de PME, François-Xavier Oliveau accompagne aujourd'hui des dirigeants d'entreprises européennes. Diplômé de Centrale, Sciences Po et Harvard, il contribue aux réflexions de plusieurs « think tanks » sur les interactions entre technologie, entreprise et système politique. Il est l'auteur de « Micorcapitalisme » (PUF).

Travail & Etat plateforme

L'Etat a pour mission de favoriser la prospérité des concitoyens sous toutes ses formes, en particulier économique. À ce titre, il est le garant de la solidité du pacte social qui permet (si possible) à tous d'être acteur de la vie économique.

Avec le développement de la richesse immatérielle, la notion de travail et de contribution au bien commun évolue. La numérisation de l'Etat doit être conçue pour accompagner cette évolution.

Résumé succinct de son intervention

Vecteurs de mutation de l'économie, selon FX Oliveau

Le microcapitalisme se développe en exploitant la notion de plateforme qui permet à un public, aussi large que possible, de se rendre visible pour proposer des services ou de partager des biens.

AirB & B montre que la puissance de sa plateforme est capable de bousculer les géants de l'hôtellerie. Blablacar propose un trajet à 25 € quand la SNCF le propose à 71 €.

Au-delà de cette économie, dite « de partage », nous assistons à un report des tâches de l'entreprise et de l'administration vers les particuliers. Le citoyen se gère, il fait le chauffeur, l'hôtelier, le rédacteur... Dans le même temps, dans les administrations et dans les

entreprises, un poste de « travail » est remplacé par un demi-poste et un robot. Nous « travaillons » de moins en moins (2200 h/an en 1950, 1500 h/an à présent en moyenne).

Le chiffre d'affaires des entreprises est décollé du nombre d'employés.

À résultat opérationnel comparable, Carrefour emploie 381 K personnes, Amazon 171 et E-bay 34.

Dans le même temps, les citoyens contribuent de plus en plus à la vie sociale et économique, mais plus dans un cadre rémunéré par un donneur d'ordre. Le bénévolat et le volontariat se développent dans le cadre de structures encouragées par les acteurs traditionnels de la vie sociale et économique.

Les fondamentaux de l'économie des deux derniers siècles s'inversent : le « travail » se raréfie, tandis que le capital devient abondant. La durée de la retraite s'allonge.

Le monde productif recherche des talents, des expertises, de la disponibilité. Fonctionnant en mode projet, en raison de la nécessité d'être continuellement évolutif, les missions proposées par les entreprises et les institutions sont variées et de longueur très variable.

Chaque contractualisation devient spécifique. La mission de l'État va devoir se concentrer sur :

- Veiller à la liberté des individus en favorisant les contrats équitables,
- Organiser la solidarité et veiller à sa juste mise en œuvre.

Le revenu universel apparaît comme une composante de la solidarité : il prend en compte la réalité de redistribution qui est faite actuellement de manière complexe et pas toujours équitable, notamment en raison de la complexité historique et très coûteuse des mécanismes de redistribution.

Il s'agit de prendre en compte le temps passé par les citoyens aux tâches économiquement et socialement non reconnues.

En termes de plateforme

L'État, dans un vaste élan simplificateur, a la possibilité de devenir le comptable des droits et des devoirs des citoyens envers la communauté. Cela suppose une simplification des institutions.

La transparence sociale et économique devient accessible à tous. Ceci modifie la granularité de la gouvernance et de la démocratie qui en découle : plus besoin de centraliser à outrance, mais simplement relier au gré des besoins de synergie.